

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

## T A R I F

ACHAT	ABONNEMENT ANNUEL	ANNONCES
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 à 12 pages..... 200 F</li> <li>• 16 à 28 pages ..... 600 F</li> <li>• 32 à 44 pages ..... 1000 F</li> <li>• 48 à 60 pages ..... 1500 F</li> <li>• Plus de 60 pages ..... 2 000 F</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• TOGO..... 20 000 F</li> <li>• AFRIQUE..... 28 000 F</li> <li>• HORS AFRIQUE ..... 40 000 F</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Récépissé de déclaration d'associations .. 10 000 F</li> <li>• Avis de perte de titre foncier (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> insertions) ..... 10 000 F</li> <li>• Avis d'immatriculation ..... 10 000 F</li> <li>• Certification du JO ..... 500 F</li> </ul>

*NB. Le paiement à l'avance est la seule garantie pour être bien servi.*

*Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'EDITOGO. Tél : (228) 22 21-37-18/221-61-07/08 Fax (228) 22 22-14-89 - B.P. 891 - LOME*

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL : 22 21 - 27 - 01 - LOME

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, ORDONNANCES, DECRETS ARRETES ET DECISIONS

#### LOIS

#### 2011

18 nov. - Loi n° 2011- 025 autorisant l'adhésion du Togo à la convention internationale pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime et son protocole contre la sécurité des Plates-formes fixes situées sur le plateau continental, signés à Rome le 10 mars 1988.....2

25 nov.- Loi n° 2011- 026 portant autorisation de signature et d'approbation de l'accord direct de la convention de concession pour la conception, le financement, la construction, la gestion et l'exploitation d'un terminal à conteneurs privé au port autonome de Lomé. 2

02 déc.- Loi n° 2011-027 autorisant la ratification de la convention n° 122 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur la politique de l'emploi adoptée le 09 juillet 1964 à GENEVE.....2

02 déc.- Loi n° 2011- 028 autorisant la ratification de la convention n° 150 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur l'administration du travail, adoptée le 26 juin 1978 à GENEVE. 3

02 déc. - Loi n° 2011-029 autorisant la ratification des convention n° 81 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur l'inspection du Travail dans le commerce et l'industrie et n° 129 sur l'inspection du travail dans l'agriculture adoptées à GENEVE, respectivement le 11 juillet 1947 et le 25 juin 1969.....3

02 déc. - Loi n° 2011-030 autorisant la ratification de convention n° 102 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur la sécurité sociale (NORME MINIMUM) adoptée le 28 juin 1952 à GENEVE. 3

02 déc.- Loi n° 2011-031 autorisant la ratification de la convention n° 187 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au Travail adoptée le 15 juin 2006 à GENEVE.....3

02 déc.- Loi n° 2011-032 portant loi de finances rectificative, gestion 2011..... 4

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, ORDONNANCES, DECRETS ARRETES ET DECISIONS

#### LOIS

**LOI N° 2011 – 025 DU 18 NOVEMBRE 2011  
AUTORISANT L'ADHESION DU TOGO A LA  
CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA  
REPRESSION D'ACTES ILLICITES CONTRE LA  
SECURITE DE LA NAVIGATION MARITIME ET SON  
PROTOCOLE CONTRE LA SECURITE DES PLATES-  
FORMES FIXES SITUEES SUR LE PLATEAU  
CONTINENTAL, SIGNES A ROME LE 10 MARS 1988**

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**Article premier** : Est autorisée l'adhésion du Togo à la convention Internationale pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime et son protocole contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, signés à Rome le 10 mars 1988.

Fait à Lomé, le 18 novembre 2011

Le président de la République  
**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le Premier ministre  
**Gilbert Fossoun HOUNGBO**

**LOI N° 2011 – 026 DU 25 NOVEMBRE 2011  
PORTANT AUTORISATION DE SIGNATURE ET  
D'APPROBATION DE L'ACCORD DIRECT ET DE  
LA CONVENTION DE CONCESSION POUR  
LA CONCEPTION, LE FINANCEMENT, LA  
CONSTRUCTION, LA GESTION ET L'EXPLOITATION  
D'UN TERMINAL A CONTENEURS PRIVE AU PORT  
AUTONOME DE LOME**

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**Article premier** : Est autorisée la signature par le gouvernement de l'accord direct entre la République togolaise et les bailleurs de fonds en vue de la conception, du financement, de la construction, de la gestion et de l'exploitation d'un terminal à conteneurs privé au Port Autonome de Lomé dont le contenu est approuvé par la présente loi.

**Art. 2** : Est autorisée la signature par le gouvernement de la convention de concession pour la conception, le financement, la gestion et l'exploitation d'un terminal à conteneurs privé au Port Autonome de Lomé entre la République togolaise et la société Lomé Container Terminal (LCT) dont le contenu est approuvé par la présente loi.

**Art. 3** : La présente loi déroge à toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans la République togolaise qui lui sont contraires ou incompatibles.

Fait à Lomé, le 25 novembre 2011

Le président de la République  
**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le Premier ministre  
**Gilbert Fossoun HOUNGBO**

**LOI N° 2011 – 027 DU 02 DECEMBRE 2011**

**AUTORISANT LA RATIFICATION DE LA CONVENTION  
N° 122 DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU  
TRAVAIL (OIT) SUR LA POLITIQUE DE L'EMPLOI,  
ADOPTÉE, LE 09 JUILLET 1964, A GENEVE**

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**Article premier** : Est autorisée la ratification de la convention n° 122 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur la politique de l'emploi, adoptée, le 09 juillet 1964 à Genève.

**Art. 2** : La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 02 décembre 2011

Le président de la République  
**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le Premier ministre  
**Gilbert Fossoun HOUNGBO**

**LOI N° 2011- 028 DU 02 DECEMBRE 2011**

**AUTORISANT LA RATIFICATION DE LA CONVENTION  
N° 150 DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU  
TRAVAIL (OIT) SUR L'ADMINISTRATION DU TRAVAIL,  
ADOPTÉE, LE 26 JUIN 1978 A GENEVE**

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur  
suit :

**Article premier :** Est autorisée la ratification de la  
convention n° 150 de l'Organisation Internationale du Travail  
(OIT) sur l'administration du travail adoptée le 26 juin 1978,  
à Genève.

**Art. 2 :** La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 02 décembre 2011

Le président de la République  
**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le Premier ministre  
**Gilbert Fossoun HOUNGBO**

**LOI N° 2011 – 029 DU 02 DECEMBRE 2011  
AUTORISANT LA RATIFICATION DES CONVENTIONS  
N° 81 DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU  
TRAVAIL (OIT) SUR L'INSPECTION DU TRAVAIL DANS  
LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE ET N° 129 SUR  
L'INSPECTION DU TRAVAIL DANS L'AGRICULTURE,  
ADOPTÉES A GENEVE, RESPECTIVEMENT LE 11  
JUILLET 1947 ET LE 25 JUIN 1969**

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur  
suit :

**Article premier :** Est autorisée la ratification des  
conventions n° 81 de l'Organisation Internationale du Travail  
(OIT) sur l'inspection du travail dans le commerce et  
l'industrie et n° 129 sur l'inspection du travail dans  
l'agriculture adoptées à Genève, respectivement le  
11 juillet 1947 et le 25 juin 1969.

**Art. 2 :** La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 02 décembre 2011

Le président de la République  
**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le Premier ministre  
**Gilbert Fossoun HOUNGBO**

**LOI N° 2011 – 030 DU 02 DECEMBRE 2011  
AUTORISANT LA RATIFICATION DE LA CONVENTION  
N° 102 DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU  
TRAVAIL (OIT) SUR LA SECURITE SOCIALE (NORME  
MINIMUM), ADOPTÉE LE 28 JUIN 1952 A GENEVE**

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le président de la République promulgue la loi dont la  
teneur suit :

**Article premier :** Est autorisée la ratification de convention  
n° 102 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur  
la sécurité sociale (norme minimum), adoptée le 28 juin  
1952 à Genève.

**Art. 2 :** La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 02 décembre 2011

Le président de la République  
**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le Premier ministre  
**Gilbert Fossoun HOUNGBO**

**LOI N° 2011 – 031 DU 02 DECEMBRE 2011  
AUTORISANT LA RATIFICATION DE LA CONVENTION  
N° 187 DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU  
TRAVAIL (OIT) SUR LE CADRE PROMOTIONNEL  
POUR LA SECURITE ET LA SANTE AU TRAVAIL  
ADOPTÉE LE 15 JUIN 2006 A GENEVE**

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**Article premier** : Est autorisée la ratification de la convention n° 187 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail adoptée le 15 juin 2006 à Genève.

**Art. 2** : La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 02 décembre 2011

Le président de la République  
**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le Premier ministre  
**Gilbert Fossoun HOUNGBO**

**LOI N° 2011 – 032 DU 6 DECEMBRE 2011**

**PORTANT LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE,  
GESTION 2011**

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**Article premier** : Sont annulées au budget de l'Etat, gestion 2011, les recettes et les dépenses ci-après :

**A - Recettes : 21.675.770.000 francs CFA**

- Recettes fiscales ..... 675.770.000 F CFA
- Produits divers ..... 1.000.000.000 F CFA
- Produits de la vente de la 3<sup>e</sup> licence téléphonique  
20.000.000.000 F CFA

**B - Dépenses : 16.540.000.000 francs CFA**

- Dépenses de personnel ..... 240.000.000 F CFA
- Dépenses d'investissement..... 14.200.000.000 F CFA
- Amortissement de la dette intérieure... 2. 100. 000. 000 F CFA

**Art. 2** : Sont ouvertes au budget de l'Etat, gestion 2011, les recettes et les dépenses ci-après :

**A - Recettes : 17.304.202.000 F CFA**

- Recettes fiscales ..... 6.925.000.000 F CFA
- Recettes non fiscales ..... 3.959.004.000 F CFA
- Recettes extraordinaires ..... 6.420.198.000 F CFA

**B- Dépenses : 28.284.887.000 F CFA**

- Dépenses de personnel ..... 3.547.540.000 F CFA
- Subvention au Programme d'Appui à l'Insertion et au Développement de l'Embauche ..... 240.000.000 F CFA
- Subvention aux produits pétroliers .. 14.200.000.000 F CFA
- Dépenses d'investissement..... 10.297.347.000 F CFA

**Art. 3** : Les articles 2, 6, 9 et 11 de la Loi n° 2010-014 portant loi de finances, gestion 2011 du 27 décembre 2010 sont abrogés et remplacés comme suit :

**Article 2. Nouveau** : Les recettes affectées au budget de l'Etat, gestion 2011, sont évaluées à la somme de Cinq Cent Trente Deux Milliards Quatre Cent Soixante Onze Millions Neuf Cent Cinquante Cinq Mille (532.471.955.000) F CFA. Cette évaluation correspond aux produits de la République conformément au développement qui en est donné à l'état A<sup>1</sup> annexé à la présente loi.

**Article 6 nouveau** : Le plafond des crédits applicables au budget de l'Etat, gestion 2011, s'élève à la somme de Cinq Cent Soixante Milliards Quatre Cent Quatre Vingt Douze Millions Quatre Cent Quatre Vingt et Un Mille (560.492.481.000) F CFA conformément au développement qui en est donné à l'état B<sup>2</sup> annexé à la présente loi.

Ce plafond de crédit s'applique :

- aux dépenses ordinaires des services :  
260.889.310. 000 F CFA
- aux dépenses relatives au paiement de la dette publique : 73.404.130.000 F CFA
- aux dépenses en capital pour assurer les investissements : 226.199.041.000 F CFA

**Article 9 nouveau** : Les opérations du budget de l'Etat, gestion 2011, sont évaluées comme suit :

**Recettes : 532.471.955.000 F CFA**

<sup>1</sup> Tableau A des recettes

<sup>2</sup> Tableau B des dépenses modifiées

Dépenses : 560.492.481.000 F CFA.

**Article 11 nouveau** : Au titre des dépenses de fonctionnement et d'investissement, il est ouvert un crédit de Cinq Cent Soixante Milliards Quatre Cent Quatre Vingt Douze Millions Quatre Cent Quatre Vingt et Un Mille (560.492.481.000) F CFA réparti comme suit :

- Titre I : Dette publique et viagère: 73.504.130.000 F CFA
- Titre II : Pouvoirs publics: 13.929.784.000 F CFA

- Titre III : Ministères et Services : 162.203.855.000 F CFA
  - Titre IV : Interventions de l'Etat : 84.655.671.000 F CFA
  - Titre V : Dépenses d'Investissements : 226.199.041.000 F CFA
- Art. 4** : La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 6 décembre 2011

Le président de la République  
**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le Premier ministre  
**Gilbert Fossoun HOUNGBO**